



## L'événement

# Les centres de formation d'apprentis vont, eux aussi, y laisser des plumes

Mis en concurrence entre eux, ces établissements dédiés à l'apprentissage ne seront pas épargnés. Pour le plus grand intérêt des multinationales.

**F**avoriser l'apprentissage, vraiment ? Le discours du gouvernement est dépourvu d'ambiguïté à cet égard. Ses actes aussi. Le 4 juin dernier, en pleine crise sanitaire, il a décidé de verser sur le secteur une véritable manne : 5 000 euros pour toute entreprise de moins de 250 salariés embauchant en alternance un jeune de moins de 18 ans, et 8 000 euros pour un majeur. Et les plus grandes peuvent aussi y accéder, à condition de compter 5 % d'alternants dans leurs effectifs. Tout cela sans garantie ni engagement de leur part, au risque de créer un effet d'aubaine, au détriment de l'embauche des apprentis déjà dans la place, voire de salariés en CDI...

### Quid de l'avenir des jeunes ?

Mais là aussi la logique à l'œuvre à travers le site InserJeunes permet de dépasser ces apparences : c'est d'un profond remodelage de la formation en apprentissage qu'il s'agit, en la confiant toujours plus aux entreprises, en fonction de leurs besoins immédiats et au détriment de la formation et de l'avenir des jeunes eux-mêmes. L'instrument de cette transformation ? La mise en concurrence de tous avec chacun. Des lycées professionnels avec les CFA (centres de formation des apprentis)... mais également des CFA entre eux, sur le seul critère de l'insertion professionnelle à court terme.

« Il y aura un effet de cascade, explique Armand Wendling, formateur en CFA depuis trente ans en Alsace. Les CFA

vont se bouffer entre eux », afin de capter les financements accordés depuis une réforme de 2020 en fonction du nombre d'apprentis inscrits, selon le même principe que la tarification à l'acte, qui a fait des ravages à l'hôpital. « Des formations vont disparaître », celles qui attireront le moins de candidats, sur des « métiers peu rémunérateurs, peu qualifiants, les auxiliaires de vie sociale par exemple », poursuit le formateur. À l'inverse, « d'autres vont prendre toute la place » : celles qui, avec un taux d'insertion intéressant en apparence, attireront le plus de jeunes. « Avant, les CFA se coordonnaient pour déterminer les besoins. Ça permettait d'ouvrir certaines formations très pointues », illustre Armand Wendling. Comme celle de tailleur de pierre, dans son propre CFA, qui vient de fermer... « à l'heure de la reconstruction de Notre-Dame », faute d'attirer assez de financements.

### Le capitalisme a horreur du vide

Effet démultiplicateur également : les taux d'insertion des CFA situés dans des régions économiquement sinistrées seront forcément inférieurs à ceux des autres. Moins attractifs, ils auront moins d'apprentis, donc moins de financements. Avec, à terme, le danger de fermetures qui viendraient « appauvrir l'offre de formation professionnelle initiale pour tous les jeunes », dénonce le Snuep-FSU.

Mais, c'est bien connu, la nature a horreur du vide... et le capitalisme aussi.

Même s'ils ont été souvent remis à plus tard pour cause de Covid, on a vu fleurir des projets de centres de formation, portés par de très grandes entreprises du BTP ou de la grande distribution comme Carrefour ou le groupe Mulliez (Auchan). Des formations « maison » qui, pour Armand Wendling, évoquent une expérience passée : « Nous avons monté un CAP tri-acheminement-distribution, à la demande de La Poste. Les jeunes étaient formés par La Poste, pour La Poste. Taux d'insertion 100 % à la fin... Mais ils avaient viré en cours de route ceux dont ils ne voulaient pas ! Et, pour ceux-là, la formation n'ouvrait de toute façon aucune possibilité d'embauche ailleurs. » C'est la même chose, mais à une tout autre échelle, qui s'annonce, et en permettant en plus aux entreprises qui le feront de capter à leur propre profit l'argent censé servir à la formation de tous. « On entre dans le marché concurrentiel de la formation », conclut Armand Wendling. C'est tout le sens d'InserJeunes. **O. C.**

